



Lire et Ecrire

LECTURE ET POLITIQUE, LE DÉBAT FRANÇAIS

Analyse - Compréhension de l'analphabétisme

Catherine STERCQ
Novembre 2006



Avec le soutien de la Communauté française - Direction générale de la Culture- Service de l'Éducation Permanente

Lecture et politique

Le débat français

L'annonce à la télévision, en décembre 2005, par le ministre français de l'Éducation, Gilles de Robien, de l'interdiction de la 'méthode globale' et du 'retour' obligatoire à la méthode syllabique a suscité un tollé du côté des mouvements pédagogiques mais aussi des syndicats d'enseignants, des associations de parents, de très nombreux chercheurs et de diverses personnalités, qui ne sont pas nécessairement d'accord entre elles, mais qui ont ouvert le débat et exprimé avec force leurs désaccords et la variété de leurs approches. Aujourd'hui, face au développement des comportements autoritaristes et des propos populistes du ministre, elles réagissent cependant de manière unitaire...

Si nous en parlons ici, c'est que, **en ce qui concerne l'apprentissage de la lecture**, la situation est assez semblable chez nous : nombreuses idées reçues et pensées simplistes sur l'école et l'apprentissage largement relayées par les médias, méthode globale responsable de tous les maux, retour des manuels scolaires sans aucun débat sur leur contenu,... C'est aussi que ces 'incidents critiques' posent de manière intéressante les questions – complexes – de l'enseignement de la lecture et de l'illettrisme. Et mettent en évidence leurs liens avec le politique.

Dans l'ensemble des réactions, cinq thèmes émergent :

- Il n'y a pas de **baisse de niveau**, il n'y a pas d'augmentation de l'illettrisme, bien au contraire. Mais il y a augmentation des exigences sociales en lecture/écriture et de l'inéquité de l'école qui reproduit les inégalités sociales.
- Le diktat du ministre repose sur un **choix idéologique** : une pauvre lecture pour les enfants pauvres.
- Le ministre utilise, comme argument d'autorité, **la recherche** et des chercheurs sans respect des règles scientifiques.
- Ce diktat est un **déni des professionnels** en général, de l'enseignant et de sa formation en particulier.
- Les problèmes de **l'apprentissage de la lecture**, apprentissage complexe, ne peuvent se résoudre par le choix obligatoire d'une méthode.

« Le problème de la lecture n'est pas uniquement un problème pédagogique. Il est toujours facile d'accuser l'école et les 'méthodes modernes' quand on a laissé les quartiers difficiles à la dérive et les enseignants seuls au front et sans aide. »ⁱ

La force de ces réactions est à placer dans un contexte particulièrement 'porteur' en France : crise des banlieues, loi sur la manière de présenter l'histoire de la décolonisation, réforme des zones d'éducation prioritaire, détection des futurs criminels en maternelle, fin de la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans par l'introduction de 'l'apprentissage junior'... Et dans un contexte de 'chasse aux sorcières' : rappels à l'ordre, éviction d'enseignants, mesures disciplinairesⁱⁱ, incitation à la délation, pressions et intimidations..., dans un contexte de censure des propos de chercheurs utilisés pour défendre la position officielleⁱⁱⁱ.

Ecole inéquitable et fabrique d'illettrés

« Qu'il soit plus insupportable aujourd'hui qu'hier de ne pas maîtriser suffisamment l'écrit pour se mouvoir dans la vie sociale, être autonome et accéder à l'emploi, chacun en convient.

Mais peut-on parler de baisse de niveau ? Il s'agit plutôt d'une hausse – légitime – des exigences sur les plans quantitatifs et qualitatifs. »¹

Contrairement aux discours alarmistes, il n'y a pas plus d'analphabètes ou d'illettrés qu'auparavant. Selon une des dernières études en la matière, celle de l'INSEE en France (2005), 9% de l'ensemble des adultes scolarisés en France ont de très graves difficultés et sont en situation d'illettrisme mais en comparant les tranches d'âges, on s'aperçoit que les jeunes sont moins touchés que leurs aînés : 7% des 18-29 ans, 10% des 30-39 ans, 12% des 40-49 ans, 18% des 50-59 ans et 22% des 60-65 ans^{iv}. Rappeler ces éléments n'est pas pour autant négliger les quelques 10% d'élèves très faibles lecteurs au sortir de l'enseignement primaire, ni oublier les mauvaises performances en lecture des jeunes de 15 ans en Communauté française de Belgique.

Ce qui augmente par contre, c'est l'écart entre les résultats des 'bons' et des 'mauvais' lecteurs, et par conséquent une disqualification, une marginalisation de plus en plus grande des personnes – particulièrement des plus jeunes – en situation d'illettrisme.

Et ce qui est alarmant, c'est que notre système scolaire reproduit les inégalités sociales. Ce sont massivement les élèves issus des catégories socioprofessionnelles les plus défavorisées qui sont en difficulté face à l'écrit et qui décrochent, non seulement de l'école, mais de la société. L'école joue plus que jamais un rôle de sélection plus que de formation. Elle est assignée à un tri social, pour justifier les inégalités renforcées d'une société de plus en plus duale.

« Une société à deux vitesses a besoin de ceux qui savent à peine déchiffrer pour obéir à ceux qui savent lire entre les lignes. »^v

Un choix idéologique

« Idéologiquement ce retour à l'ordre ancien est compréhensible pour qui considère que de pauvres méthodes suffiront bien pour des enfants de pauvres promis à l'apprentissage à 14 ans et destinés aux emplois déqualifiés. »¹

Les mouvements pédagogiques et d'éducation populaire ont également pris position par rapport à l'imposition d'une « méthode contraire à la visée émancipatrice de l'Education »^{vi} et mettent en évidence qu'au travers du choix d'une méthode s'opère souvent un choix de modèle pédagogique, choix liés à la manière dont nous concevons tant l'apprentissage que ses buts et finalités.

« Imposer une méthode d'apprentissage est déjà en soi un déni d'éducation, réduisant l'acte d'enseigner à une simple exécution et la classe à une somme de techniques et de recettes. Mais lorsque cette méthode vise l'assujettissement de la jeunesse, nous sommes bien dans la propagation d'une idéologie politique écrasant tout espoir d'émancipation possible par l'éducation.

Des méthodes d'apprentissage où l'enfant est chercheur à celle où l'enfant est dressé, le choix idéologique est limpide : lui refuser dès le plus jeune âge de penser, lui ôter le désir de questionner, de comprendre, de connaître, lui imposer une obéissance passive en l'enfermant d'abord dans des exercices répétitifs et mimétiques...Au-delà de l'apprentissage de la lecture, c'est bien la volonté d'agir sur les capacités réflexives et complexes de la compréhension du monde de toute une jeunesse !

Une jeunesse qui déchiffre et une jeunesse qui lit...Les jeunes des milieux populaires en sauront toujours bien assez pour déchiffrer les programmes de télévision, la publicité et les messages utiles à la consommation. Des textes simplifiés pour les uns, des textes complexes

pour les autres, les ‘héritiers’, qui les auront d’abord rencontrés dans la famille et les activités culturelles privées...

La méthode syllabique constitue en outre un sérieux atout économique ! Pas la peine de réduire les effectifs ou de dédoubler les classes s’il s’agit de faire répéter en chœur aux enfants des sons et des syllabes. Les récalcitrants seront traités au cas par cas dans des programmes de réussite éducative en contractualisant les familles qui devront accepter l’échec, la rééducation et l’orientation comme allant de soi. Les solutions préconisées ne coûteront rien à l’état puisque déléguées au privé : orthophonistes, soutiens scolaires, formation à distance, éditions scolaires et parascolaires... »⁶

Le ministre a poursuivi ses interventions pédagogiques en déclarant, en février 2006, qu’il fallait « sortir de l’idéologie du pédagogisme » qui a « déconsidéré les apprentissages élémentaires ». Aujourd’hui, ce n’est plus uniquement la ‘méthode globale’ qui est attaquée mais bien les pédagogues.

Il s’agit effectivement avec la méthode syllabique de ne travailler que des apprentissages élémentaires. « Avec une telle finalité, lecture et écriture peuvent se suffire d’habiletés appliquées en vue de la tenue de postes d’exécution, assorties de compétences qui peuvent bien être allégées de savoirs considérés comme inutiles et superflus pour la production et la marchandisation. En bref apprendre oui, mais non point au-delà des limites où apprendre pourrait devenir inutile et surtout dangereux. »^{vii}

L’ensemble des mesures prises en France sont vues comme un renoncement historique à l’ambition de la démocratisation du système éducatif et de l’accès aux savoirs^{viii}.

Un déni de l’éducateur, un diktat politique

Dans sa *Lettre ouverte à Monsieur le Ministre de l’Education nationale*^{ix}, Gaston Mialaret rappelle qu’une méthode n’existe pas en soi ; elle n’existe qu’à travers un formateur qui la met en œuvre, dans un contexte social déterminé :

« Au-delà des querelles sur les méthodesqui datent depuis plus de 100 ans, une réflexion sur ce qu’est une méthode permet d’apporter quelques lumières. Une méthode n’existe pas en soi ; elle n’existe qu’à travers un éducateur qui la met en œuvre et plusieurs facteurs sont à considérer avant de pouvoir porter un jugement sur la valeur de telle ou telle méthode. Une méthode est un ensemble de démarches psychologiques et pédagogiques (quelquefois même sociologiques) qui amène le sujet à l’apprentissage de la lecture. On a distingué, et depuis très longtemps, les démarches synthético-analytiques (en gros les méthodes syllabiques) et les démarches analytico-synthétiques (appelées – un peu à tort – les méthodes globales). Mais nous savons que les maîtres (qui ont officiellement la liberté de choix de leur méthodes) adaptent plus ou moins, et selon leur personnalité, leur formation antérieure, les publics qu’ils ont devant eux, le milieu social dans lequel ils enseignent, la méthode choisie. A notre époque un autre facteur intervient : celui de la langue maternelle des enfants et leur degré de connaissance du français. C’est dire qu’en fin de compte ce sont davantage les qualités d’adaptation des maîtres à leur public qui entrent en jeu que les qualités intrinsèques de telle ou telle méthode. Un bon enseignant obtiendra, avec la méthode qu’il se sera choisie ou qu’il aura construite de bons résultats ; un enseignant mal formé, et quelle que soit la méthode utilisée, aura de mauvais résultats. C’est donc la question fondamentale de la formation des enseignants et les conditions d’existence de notre éducation nationale qui sont au cœur de tous les problèmes. Ne jouons pas ‘Les animaux malades de la peste’ de notre cher La Fontaine et ne faisons pas porter, à une méthode ou à une autre, le rôle du pauvre baudet de la fable. Avant de porter un jugement, il faut aller plus loin et ne pas se contenter de la solution facile du bouc émissaire qui semble nous dégager de nos responsabilités. »

De nombreux autres acteurs, chercheurs^x et syndicats d'enseignants^{xi} notamment, soulignent aussi combien il est blessant pour les maîtres, les formateurs et les chercheurs de voir mises en doute leurs compétences professionnelles et dénoncent le dénigrement des enseignants... et les mesures disciplinaires prises à leur égard.

Une utilisation contestable de la recherche et des chercheurs

Certains chercheurs sont mis en avant, d'autres empêchés de s'exprimer ou voient leurs propos tronqués lorsqu'ils ne sont pas en conformité avec le discours officiel. Ce qui les a amenés à prendre leurs distances en déclarant notamment que la psychologie cognitive ne prescrit pas de méthodes uniques d'enseignement.

Des chercheurs sont amenés à donner des conseils pédagogiques, alors qu'ils reconnaissent leur manque d'expérience en la matière. Certains soulignent par ailleurs que la recherche n'a pas pour objectif de dire LA vérité, que les neurosciences n'ont pas pour objectif de définir des pratiques d'enseignement.

Une manière simpliste de résoudre un problème complexe : l'apprentissage de la lecture

L'appel *Apprentissage de la lecture : assez de polémiques, des réponses sérieuses*^{!ii} rassemblant syndicats et associations, chercheurs et praticiens rappelle notamment que :

- L'apprentissage de la lecture ne relève pas simplement de la première année primaire et vouloir ramener la réussite ou l'échec de l'élève au seul choix de la méthode de lecture n'est pas sérieux.
- La méthode dite 'globale' n'est quasiment pas utilisée et tous les manuels existant enseignent la correspondance entre les lettres et les sons dès le début.
- La querelle des méthodes 'globales, syllabiques ou mixte' est dépassée. Il existe de nouvelles approches, qui ne sont pas des méthodes mixtes, et qui travaillent tant la compréhension que le code.
- L'apprentissage de la lecture ne se limite pas au déchiffrage et ne peut reposer exclusivement sur une approche syllabique.
- Conformément aux programmes existants, apprendre à lire, c'est apprendre à mettre en jeu en même temps des activités très différentes. L'objectif final étant la compréhension des textes et l'accès au livre et à la culture écrite.

Cet appel fait ensuite un ensemble de propositions pour développer les compétences en lecture :

- amélioration de l'apprentissage initial, notamment par de meilleures conditions d'enseignement et d'apprentissage, ainsi qu'un renforcement de la formation et de l'accompagnement des enseignants ;
- instauration d'un climat de confiance propice à la réussite des élèves par l'amélioration de la communication entre l'école et les familles ;
- soutien à toutes les initiatives qui favorisent le goût pour le livre et la culture : associations culturelles, médiathèques, presse de qualité pour la jeunesse,...

Pour lutter contre les discours populistes : la lecture, parlons-en !

Les positions autoritaristes du ministre auront permis, de manière paradoxale :

- de mettre en avant et de diffuser les réflexions de mouvements pédagogiques ;
- de susciter la publication d'un document à destination des parents et du grand public, *Apprendre à lire pas si simple*^{xiii}, cosigné par des syndicats, des associations de parents et d'enseignants, des chercheurs en didactique et des mouvements pédagogiques ;

- de développer des actions pour donner à voir ce qui se fait de bien... sans bruit, sous le titre *La lecture, parlons-en !*

Nous devons nous mobiliser tous pour contrer les discours de la décadence qui pointent des questions effectivement préoccupantes, mais le font dans la logique du bouc émissaire (ici la méthode globale et plus particulièrement l'approche idéovisuelle^{xiv}), qui n'analysent pas la complexité des situations mais cherchent à punir des 'coupables', qui ne s'interrogent pas sur la manière dont on pourrait aider les acteurs à inventer des solutions originales à des problèmes nouveaux mais se réfugient dans la nostalgie du passé et imposent le retour au 'bon vieux temps des bonnes vieilles méthodes'. Discours qui font le lit du totalitarisme. Après la méthode providentielle, l'homme providentiel...

ⁱ Jacques BERNARDIN, **Lecture, le discours de la méthode...**, Tribune du 'Café pédagogique', n°68, 14 décembre 2005 : www.cafepedagogique.net/disci/tribune/68.php.

ⁱⁱ A l'égard de personnalités non suspectes d'extrémisme, telles que de Philippe Meirieu ou Roland Goigoux.

ⁱⁱⁱ **Apprendre à lire : De la communication scientifique à la propagande médiatique** (DVD), présenté sur le site 'Café pédagogique' à la page www.cafepedagogique.net/dossiers/contribs/dvdlecture.php, publiée le 02/10/2006.

^{iv} Fabrice MURAT, division emploi INSEE, **Les compétences des adultes à l'écrit, en calcul et en compréhension orale**, INSEE première n°1044, octobre 2005.

^v In 'Brèves' du GFEN Actu, octobre 2006.

^{vi} AFL (Association Française pour la Lecture), CEMEA (Centres d'entraînement aux Méthodes d'Education Actives) GFEN (Groupe Français d'Education Nouvelle), ICEM-Pédagogie Freinet (Institut Coopératif de l'Ecole Moderne), **Appel à poursuivre et à ne pas tenir compte de la circulaire du ministre de l'Education nationale préconisant une méthode de lecture contraire à la visée émancipatrice de l'Education**, janvier 2006.

^{vii} Odette BASSIS, **Construire ou conditionner ? Obscurantisme ou émancipation ? Quand la pédagogie devient question sociale** (éditorial), in Dialogue, n°120, avril 2006, GFEN.

^{viii} **Ecole : non au renoncement**, Appel à signatures rédigé par Samuel JOHSUA, Philippe MEIRIEU, Jean-Yves ROCHEX, publié par le journal 'Libération' le 6 janvier 2006.

^{ix} Gaston MIALARET, **Lettre ouverte à Monsieur le Ministre de l'Education nationale**, 8 décembre 2005.

^x Voir par exemple : **La lecture est l'affaire des enseignants**, Texte écrit à l'initiative de chercheurs comme Jacques BERNARDIN, Eveline CHARMEUX, Gérard CHAUVEAU, Jacques FIJALKOW, Philippe MEIRIEU, etc. Il a été publié dans le journal 'Le Monde' du 10 janvier 2006.

^{xi} **Apprentissage de la lecture : le SE-UNSA, Le SGEN-CFDT et le SNUIPP-FSU appellent les enseignants à s'en tenir aux programmes de 2002**, Communiqué de presse du 11 janvier 2006.

^{xii} Publié dans 'Le Monde' du 4 janvier 2006.

^{xiii} Téléchargeable notamment sur le site 'Cahiers pédagogiques' à la page www.cahiers-pedagogiques.com/article.php3?id_article=2529, 2 septembre 2006.

^{xiv} Voir **Le point sur les méthodes de lecture**, pp. à compléter de ce numéro.

Editeur responsable : Lire et Ecrire Communauté française - Catherine Stercq , Rue Dansaert, 2a -1000 Bruxelles 02/502.72.01 www.lire-et-ecrire.be